

UNE ECONOMIE SOLIDAIRE ET DISTRIBUTIVE

1. Des constats affligeants

La situation du monde :

Sur les **6 milliards d'habitants de la Terre**, **4,8** vivent dans les pays en développement. A un bout, **928 millions** n'ont pour vivre que **0,75 € par jour**, **2,5 milliards** survivent avec **1,5 € par jour**, ce qui représente **1 369 milliards d'euros**.

A l'autre bout, les **793 personnes**, milliardaires en dollars et recensés en avril 2009, possèdent **1836 milliards d'euros**.

Parmi ceux-ci, les **300 plus riches possèdent plus que les 2,5 milliards d'individus les plus pauvres !**

Chacun peut désormais se rendre compte que la croissance n'est pas synonyme de bonheur, comme certains s'évertuent encore à le clamer.

Produit intérieur brut des 185 pays de la planète :

Définition : Le PIB est une mesure des richesses créées dans un pays donné et pour une année donnée.

Pour 2007, le PIB mondial se chiffre à : 36 908 milliards d'euros

Le PIB des **20 premiers** pays est de **30 513 milliards d'euros (82,52%)**

Alors que celui des **20 derniers** est de **6,5 milliards d'euros (0,18%)**

Et que celui des **145 autres pays du monde** est de : **6 388,5 milliards d'euros (17,3%)**

L'explosion des inégalités à travers le monde a atteint un tel seuil que l'équilibre social et géopolitique de la planète est menacé. La cause est avant tout la captation de la richesse mondiale par une minorité de privilégiés. Ensuite cette cause première est aggravée et surtout pérennisée par la remise en cause des systèmes fiscaux dans le monde entier. De quelque côté que l'on se tourne, il y a corrélation entre paradis fiscaux et enfers sociaux. C'est l'explosion de cette contradiction qui vient de dégénérer en crise globale inédite. Or les tenants du désordre mondial établi, s'arc-boutent pour maintenir leurs privilèges. Parmi ceux-ci, le privilège fiscal est le plus insultant parce qu'il est destiné à interdire toute redistribution des richesses.

Un exemple flagrant :

G20 : Forum économique créé en 1999, le **G20** est censé faire face aux crises financières.

La méthode préconisée est la concertation entre les Etats membres désignés selon le poids économique de chacun des 19 pays et de l'Union Européenne, alors qu'il faudrait organiser un débat sur de véritables alternatives avec tous les pays de la Planète.

L'urgence proclamée le 1er avril 2009 par le G20 réunit à Londres, sur la refondation économique est... un poisson d'avril.

La suppression immédiate et sans concession **des paradis fiscaux est rejetée** aux calendes grecques ! En créant trois groupes de paradis fiscaux on veut nous faire croire que certains sont tout à fait acceptables (notamment le Luxembourg, Monaco et Jersey).

Les Pays membres du G20 + l'Union Européenne = 90% du Produit Mondial Brut (total des PIB) et 65% de la population du Globe.

Les 8 pays les plus puissants qui composent le Groupe de discussion et de partenariat économique sont : Allemagne-Canada - Etats Unis- France- Italie- Japon- Royaume Uni- Russie = **61% du Produit Mondial Brut**. Les mouvements altermondialistes contestent la légitimité de ce groupe constitué à leurs yeux dans l'unique objectif de diriger le monde selon les critères du libéralisme économique.

Les pays riches n'ont toujours pas tenu leurs promesses d'augmenter l'aide au développement en faveur des pays les plus pauvres.

Les statistiques de l'aide au développement publiées par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) montrent que l'aide fournie par les vingt-deux pays les plus riches a baissé de 5,1 % et ce pour la première fois depuis 12 ans. Ainsi, l'aide totale a été ramenée à 104 milliards de dollars, (79,5 milliards d'euros) soit l'équivalent d'à peine un dixième des dépenses militaires dans le monde.

En effet, les dépenses militaires mondiales qui se sont accrues de 6% en 2007 en glissement annuel ont bondi de 45% en dix ans. **En 2007 on a noté une dépense de 1.339 milliards de dollars soit 851 milliards d'euros** pour acheter des armes de toutes sortes. Cela peut paraître ahurissant lorsqu'on sait qu'1% de ces dépenses militaires suffirait à remédier à la crise alimentaire.

Les 20 pays les plus pauvres :

Ces **20 pays** comptent **253 millions d'habitants** disposant d'un revenu global de **139 milliards d'euros**, alors que les **6 personnes** les plus riches du monde **ont accumulé une fortune globale de 136,15 milliards d'euros**.

Le tableau récapitulatif est fort significatif :

	Pays	Population (en millions d'habitants)	Revenu annuel par habitant	Produit Intérieur Brut (milliards d'euros)
1	Sierra Léone	4,5	377 €	1,7
2	Tanzanie	2	415 €	0,83
3	Ethiopie	74,7	422 €	31,52
4	Somalie	7	452 €	3,16
5	Cambodge	14	536 €	7,50
6	RD Congo	3,9	536 €	2,09
7	Rwanda	7	543 €	3,80
8	Comores	0,65	547 €	0,36
9	Burundi	7	551 €	3,86
10	Erythrée	4,2	566 €	2,40
11	Yemen	15	568 €	8,40
12	Madagascar	15,8	588 €	9,29
13	Afghanistan	26,5	603 €	15,98
14	Tuvalu	0,012	605 €	0,07
15	Mali	12,3	619 €	7,61
16	Kiribali	0,011	649 €	0,07
17	Zambie	10	664 €	6,64
18	Guinée Bissau	1,5	679 €	1,02
19	Malavie	12	709 €	8,50
20	Soudan	34	710 €	24,14

Curieusement, à un certain niveau, la richesse accumulée perd de son indécence pour cause d'impossibilité de comparaison. Il est à peu près impossible de mesurer ce que représente la fortune d'un Bill Gates (40 milliards de dollars).

Alors, essayons de voir ce que représente 1 milliard de dollars (765 millions d'euros), c'est-à-dire quarante fois moins? Comment donner à mesurer ce que représente cette montagne d'argent ? On peut la comparer au smic par exemple.

En gros cela fait le salaire de plus de 579 000 travailleurs payés sur cette base minimum légale.

Lorsque nous comparons cette fabuleuse fortune de 765 millions d'euros, au revenu journalier de 1,5 euro des 2,5 milliards survivant avec aussi peu, cela équivaut au revenu quotidien de 51 millions de femmes d'enfants et d'hommes (presque toute la population de la France). Mais finalement, aucun chiffre ne peut donner la mesure de l'inutilité totale d'une telle accumulation d'argent. Tout simplement parce que cela n'a aucun sens !

Nous nous sommes « amusés » à rechercher **les 20 plus grosses fortunes privées** du Monde.

Voici le résultat de nos recherches :

Bill GATES Fondateur de Microsoft : **30,6 milliards d'euros**
Waren BUFFET Investisseur : **28,3 milliards d'euros**
Carlos SLIM HELU : 26,77 milliards d'euros
Lawrence ELLISON Cofondateur d'Oracle : **17,21 milliards d'euros**
Ingvar KAMPRAD Fondateur d'Ikea : **16,83 milliards d'euros**
Karl ALBRECHT : **16,44 milliards d'euros**
Mukesh AMBANI Président de Reliance Industries : **14,91 milliards d'euros**
Laksmi MITTAL PDG d'Arcelor Mittal : **14,76 milliards d'euros**
Theo ALBRECHT : **14,38 milliards d'euros**
Amancio ORTEGA Fondateur d'Inditex : **14 milliards d'euros**
Jim WALTON : **13,61 milliards d'euros**
Alice WALTON : **13,61 milliards d'euros**
Christy WALTON : **13,61 milliards d'euros**
S. ROBSON WALTON Président de Wal-Mart : **13,61 milliards d'euros**
Bernard ARNAULT : **12,62 milliards d'euros**
Li KA-SHING : **12,39 milliards d'euros**
Michael BLOOMBERG Fondateur du Groupe Bloomberg : **12,24 milliards d'euros**
Stefan PERSSON : **11,03 milliards d'euros**
Charles KOCH : **10,71 milliards d'euros**
David KOCH : **10,71 milliards d'euros**

Même en vivant plusieurs millénaires les possesseurs des plus grosses fortunes privées du monde, n'auraient aucune possibilité de tout dépenser. C'est tellement vrai que la fortune respective de chacun d'eux ne pouvant servir à rien d'autre qu'à la spéculation a été considérablement érodée par la crise. L'estimation la plus proche de la réalité fait état de 2 000 milliards "évaporés", à jamais perdus à cause de la crise financière récente. La première réaction consiste à dire que c'est bien fait pour eux. Que cela ne nous fait ni chaud ni froid. Cette réaction est finalement mauvaise car si cet argent au lieu d'être inutilement destiné à se reproduire de plus en plus, avait servi à des activités de satisfaction des besoins de l'humanité, il aurait vraiment été utile.

Avec ces 2 000 milliards, combien d'écoles et d'hôpitaux, combien de réseaux d'eau et d'assainissement, combien d'aides aux pays pauvres, de soutien à la formation, à l'emploi... Bref combien de choix utiles et profitables au plus grand nombre ? Ne faut-il pas que l'absurdité cesse ?

En admettant que chacune et chacun des **793 milliardaires** en dollars recensés **conserve** 1 milliard pour les besoins de sa famille soit **765 millions d'euros**.

793 X 765 = 607 milliards d'euros à soustraire des 1 836 milliards d'euros possédés par ces 793 plus grosses fortunes.

Ainsi, peuvent être **immédiatement disponibles 1 229 milliards d'euros**, pour répondre aux besoins les plus urgents de l'humanité.

A titre de comparaison, notons que le **FMI** en avril 2009 a **consenti une aide** supplémentaire de... **20 milliards de dollars** (15,3 milliards d'euros) **aux pays pauvres !**

Pour recueillir le don de 1229 milliards d'euros, **un organisme spécifique** est créé sous le nom de "**Banque de l'humanité solidaire**".

Un comité mondial d'éthique le préside et en assure le contrôle.

Il est **composé des prix Nobel** d'économie, de la Paix, de Médecine et de Littérature des cinq dernières années.

Son renouvellement est de un cinquième tous les ans, à raison d'un remplacement par collègue. Les plus anciens laissant la place aux nouveaux promus.

Certains considèrent à juste titre que le revenu maximum de chaque individu devrait être plafonné à 30 000 euros mensuels.

Afin de ne pas nous exposer à une accusation de scandaleuse spoliation, la proposition faite à chaque milliardaire en dollars est d'en conserver 1 seul. Pour une bonne partie d'entre eux cela signifie tout simplement que rien ne changera.

En effet, sur les 793 milliardaires recensés, 93 n'ont "que" 1 milliard et 54 autres 1,1 milliard ! L'effort pour tous ceux-là est tout à fait indolore. Mais c'est le geste qui compte (surtout quand il n'y a pas de geste du tout). Le tableau ci-contre établi la réalité du niveau de vie de tous ces gens et leur revenu potentiel, en n'utilisant que les intérêts produit par le placement de leur capital au taux de 1,75%.

Cet alignement solidaire sur les revenus du "livret A" ne peut pas non plus, être considéré comme une spoliation. Ou alors tous les titulaires de ce pécule produit par leur épargne sont spoliés.

Personne n'ose le penser.

Il reste qu'avec plus d'un million d'euros par mois, l'horizon n'est pas vraiment bouché.

Comment vivre avec 765 millions d'euros ?

L'argent donné pour servir les besoins de l'humanité sont par nature **soustraits à toute tentation spéculatrice.**

En conséquence, le Gouvernement français, ayant considéré que l'épargne populaire placée sur le livret A ne méritait pas plus de 1,75% d'intérêt, **chaque dépôt de 765 millions d'euros sera gratifié solidairement du même taux de 1,75% d'intérêts !**

765 millions à 1,75% = 13,4 millions d'euros par an

soit 1,1 million par mois (840 smic) sans toucher au capital !

Les 10% de Français les plus aisés possèdent 45% de la richesse nationale produite, et leurs revenus sont neuf fois plus élevés que ceux des 10% les plus pauvres qui ont moins de 900 euros mensuels. Si la moitié des ménages possède moins de 90 000 euros, les 50 premiers patrons, ont une rémunération moyenne de 310 fois le Smic. A la tête de ce palmarès on atteint ou on dépasse 1000 Smic, voire 2000. En dix ans, le patrimoine des 500 plus grosses fortunes de France a triplé et progressé trois fois plus vite que la richesse nationale. Il est désormais établi que la pauvreté à un pôle de la société n'est pas sans rapport avec la richesse économique démesurée à l'autre extrémité.

Le seuil de pauvreté en France est atteint par toute personne disposant de moins de 681 € par mois.

Selon les modes d'estimation il y a **en France entre 4 et 8 millions de pauvres** (de 7,1% à 13,2%) dont **1,7 million de travailleurs pauvres !**

Ce cadeau aux plus riches représente **3,7 fois le budget des Zones d'Education Prioritaire (ZEP)**, le quart du budget de l'enseignement supérieur et le coût de **18 000 logements sociaux !** (selon l'Observatoire des Inégalités)

1 • Avec la loi dite "en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat" (TEPA) adoptée en août 2007, une réduction d'impôts (2 milliards d'euros en 2008) **profite aux détenteurs de gros patrimoines.**

2 • Le dispositif ISF.PME, permettant un allègement d'impôt sur la fortune pour toute participation au capital d'une PME, **a coûté 600 millions d'euros.**

3 • Le bouclier fiscal a coûté plus de 458 millions d'euros, qui auraient pu être utilisés en faveur de la solidarité collective, à l'éducation et au logement.

En 2008, la loi TEPA a coûté 7,7 milliards d'euros à l'Etat !

Face à cela, à cette indécence, à ce non-sens, laissons le soin à **Riccardo Petrella**, professeur à l'université catholique de Louvain (Belgique) de conclure. Ce Professeur estime que :

“le temps est venu de déclarer illégale la pauvreté, de la mettre au ban de la société sur la base du principe que personne n'a le droit d'être pauvre, principe qui a été à l'origine de la construction de l'Etat - providence. Déclarer illégale la pauvreté signifie concrètement abroger les dispositions législatives et administratives qui alimentent ses mécanismes de production et de maintien dans le monde y compris dans les pays développés”.

2. Mais pourquoi sommes - nous arrivés à une telle situation ?

C'est le système libéral du capitalisme mondial qui écrase la planète et son environnement.

On nous fait croire qu'il faut de la croissance, qu'il faut accumuler des richesses pour pouvoir distribuer des surplus alors que la croissance économique nuit à l'environnement. En d'autres termes ce sont des < miettes que l'on donne aux pauvres >.

Et... pourtant, avec 2% de croissance jusqu'en 2050, il va falloir 30 planètes. Malheureusement tout le monde semble admettre que nous sommes voués à accepter des lois immuables qui consistent à dire le plus souvent :

- Chacun pour soi**
- Que le meilleur gagne**
- Malheur au perdant**

On a tendance à donner à l'argent et au capital, priorité sur l'humain en omettant de préciser que la monnaie, que l'argent n'est rien d'autre qu'un déclencheur d'activité.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que l'on assiste à une faillite du système et non pas à une crise. Un système basé sur l'exploitation de l'Homme par l'Homme, un système qui oblige des êtres humains sous prétexte qu'ils sont des facteurs de production à vendre leur force de travail, un système où tout s'achète pour être vendu le plus cher possible, un système où on spéculé et où la croissance et la compétitivité semblent être les facteurs essentiels.

3. Mais pourquoi donc notre croissance est-elle insoutenable ?

Notre empreinte écologique est-elle insoutenable ?

L'empreinte écologique d'une population c'est la surface de la planète, exprimée en hectares, dont cette population dépend, compte tenu de son mode de vie, pour ses besoins en produits du sol (surfaces pour l'agriculture, la sylviculture) et en zones de pêche ; en terrains bâtis ou aménagés en forêts capables de recycler les émissions de CO₂ (empreinte énergie) et plus généralement en surfaces d'absorption des déchets. Par exemple, l'empreinte moyenne d'un Français est de 5,3 hectares. Pour un Américain, on obtient 9,7 hectares, record du monde !!! Ces hectares sont « empruntés » dans l'ensemble du monde, le plus souvent sans contrepartie.

Au total, l'empreinte écologique moyenne des hommes est passée de 0,7 planète en 1961 à 1,2 planète actuellement : **l'humanité emprunte chaque année à la nature 20 % de ressources renouvelables de plus que ce que permettraient les flux annuels de régénération naturelle de ces ressources.**

N'oublions pas aussi l'enjeu climatique car les émissions de gaz à effet de serre issue des activités humaines sont responsables de l'augmentation des températures sur la terre et dans la mer. Ces hausses de températures sont réparties inégalement sur toute la surface du globe, et leurs estimations varient entre 1,8°C et 4°C à l'horizon 2100.

Voilà pourquoi les 3 piliers de la croissance sont insoutenables, car basés sur :

- La destruction écologique
- L'économie de l'avoir
- Le mal être

On peut ajouter à ces 3 piliers, les catastrophes qui sont comptabilisées positivement dans le produit intérieur brut(PIB) par exemple la reconstruction d'un pays après une guerre, un tremblement de terre. L'exemple de l'Erika vient corroborer cette vision : **< la pollution est bonne pour la croissance mais pas le nettoyage des plages par des bénévoles >** ;

4. Il faut donc inventer de nouveaux indicateurs de développement

L'indice de développement humain ou IDH est un indice statistique composite, créé par le Programme des Nations unies pour le développement en 1990, évaluant le niveau de développement humain des pays du monde.

Le concept du développement humain est plus large que ce qu'en décrit l'IDH qui n'en est qu'un indicateur, créé par le PNUD pour évaluer ce qui n'était mesuré auparavant qu'avec imprécision. L'indicateur précédent utilisé, le PIB par habitant, ne donne pas d'information sur le bien-être individuel ou collectif, mais n'évalue que la production économique. En moyenne on retrouve les trois principaux indicateurs :

- PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat
- Espérance de vie à la naissance
- Niveau d'instruction (taux d'alphabétisation des adultes et de scolarisation)

Par ailleurs, on peut imaginer qu'à côté on retrouve d'autres indicateurs tels la participation des femmes, la pauvreté humaine c'est-à-dire les variantes incluant probabilité de décès avant 60 ans, illettrisme, % de personnes en dessous du seuil de pauvreté, % de chômeurs de longue durée et enfin le développement technique.

5. Une autre manière de concevoir le marché, la société, est-elle possible?

Inutile de chercher très loin la réponse à cette question. Il suffit d'appliquer, de respecter la déclaration des Droits de l'Homme et d'admettre que le patrimoine de l'humanité est composé d'un ensemble d'éléments qui sont : la terre, la nature, le savoir. Curieusement on n'y trouve pas l'avoir, qui est une invention cupide de l'homme.

La société dans son ensemble a l'usufruit de ses éléments et la charge de le transmettre aux générations futures en améliorant si possible ce patrimoine. Ce qui suppose évidemment que :

- Chacun a les moyens de s'épanouir librement, que chacun respecte la liberté des autres ;
- La notion de partage soit au centre de nos préoccupations (on partage avec tout le monde et pas seulement avec les riches) ;
- La société doit susciter la créativité, favoriser la liberté d'innover, développer le débat civique à propos de ce qu'il est bon d'entreprendre, de produire et de ce qu'il faut se séparer.

Là encore, le plus important c'est le lien social qui importe : **< Lien plus important que le bien >**

Une gestion de la pénurie, de l'exclusion et de la précarité n'est plus efficace : il faut faire avec les autres et non pas pour eux.

Très concrètement, peut-on imaginer une entreprise dans le cadre d'une économie au service de l'Homme ?

6. Une autre économie au service de l'homme : une économie solidaire, distributive

✓ L'entreprise d'économie solidaire

En fait, il faut que l'entreprise d'Economie Solidaire soit la brique de base d'une nouvelle société. Voilà pourquoi, face à cela, il faut inventer l'économie sociale et solidaire fondée sur la libre entreprise des hommes. Mais en fin de compte, qu'entendons-nous par une Economie au service de l'homme ? Une économie véritablement solidaire, qui facilite les échanges et empêche la spéculation.

Mon ami Lucien Pfeiffer (inventeur du crédit-bail) nous invite tout d'abord à définir l'entreprise capitaliste telle qu'elle existe actuellement et le système monétaire qui en découle.

Rappelons-nous qu'une entreprise, qu'elle soit d'ailleurs capitaliste ou autogestionnaire, suppose une équation économique universelle : le résultat étant la différence entre le prix de vente et le prix de revient. Cette évidence est incontestable. Mais ce qui caractérise l'entreprise capitaliste, c'est que le prix de revient est composé par ce qu'on appelle des facteurs de production dont, entre autres, la force constituée par les travailleurs. On appelle cela la force de travail, et cette force de travail c'est l'usage des travailleurs, que les détenteurs du capital achètent.

Voilà le fondement même du capitaliste : les travailleurs vendent leur force de travail et les détenteurs du capital achètent le moins cher possible ; en un mot l'individu est pris en considération en fonction de ce qu'il a. Quant aux propriétaires, aux patrons, ils s'approprient les résultats en mettant le coût du travail, c'est-à-dire les salaires dans les frais généraux.

En fait, l'entreprise solidaire inverse les rapports de l'entreprise capitaliste, ici les travailleurs achètent l'usage du capital ; ici l'objectif est le profit défini collectivement dans le cadre duquel l'individu est pris en considération à partir de ce qu'il est et non pas de ce qu'il a. Dans les régimes capitalistes, le résultat va au capital et le prix de l'usage des travailleurs est un élément du prix de revient, alors qu'en économie solidaire, dans le cadre d'une société soucieuse de réaliser le bien commun, le prix d'usage du capital se retrouve dans le prix de revient et les résultats vont aux travailleurs associés. Pour aller dans ce sens, pour réaliser ces objectifs, cela suppose à la fois :

- Une formation permanente ;
- Un travail d'éducation populaire ;
- Un droit à l'expérimentation ;
- Un effort de communication pour faire comprendre, connaître et mettre en lien les expérimentations ;
- Un alter-développement pour ne pas parler de décroissance ;
- Un impôt sur la spéculation à utiliser pour un fonds mutuel destiné à financer les projets ;
- Des rapports humains basés sur une notion du partenariat ou les uns et les autres se traitent d'égal à égal ;
- Un travail considéré comme faisant partie intégrante de la vie ;
- Une croissance maîtrisée, un développement durable et économique capable de satisfaire les besoins réels de l'être humain ;
- Un réseau européen et pourquoi pas mondial de l'économie solidaire permettant d'échanger en permanence des idées et des pratiques ;
- car ne l'oublions pas, l'économie solidaire n'est pas un gadget qu'on nous offre pour éviter qu'on s'intéresse à autre chose, elle est au centre du débat et est liée à l'ensemble des aspects de la vie , de la société.

Dans cette perspective, les coopératives ouvrières ont été les précurseurs de ce type d'entreprise, avec toutefois un bémol, en ce sens qu'elles ont été contraintes de se couler dans le moule de la société de capitaux pour avoir une existence légale.

La formule des SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) se rapproche plus des objectifs de l'économie sociale et solidaire, tout en sachant qu'il n'est pas toujours évident de les faire fonctionner. Les différents groupes qui constituent la SCIC vont peut être s'affronter, paralyser le fonctionnement, mais là encore il faut expérimenter, mesurer les limites et les

possibilités, tirer les conclusions, amender si nécessaire. Le développement des SCIC permettra de ne pas abuser du droit de propriété et d'associer l'ensemble des citoyens travailleurs et consommateurs.

Néanmoins, ces expériences se situent dans le cadre d'une société dominée par le profit, elles ont le mérite d'exister, de démontrer qu'une autre manière de travailler, d'entreprendre, de produire est possible. Ces expériences, si elles ne se limitent ou ne se contentent pas à gérer la pénurie et l'exclusion, sont porteuses d'un projet plus vaste ou l'entreprise est là pour produire, pour rendre des services, en fonction des besoins exprimés par les hommes et femmes qui vivent sur notre planète, et avec le souci permanent de la respecter. Il est important de noter que le changement politique ne suffira pas pour changer la donne au niveau de l'entreprise d'économie solidaire et d'admettre même que l'argent reste un moyen et non un but.

En d'autres termes, il ne suffira donc pas de voter mais de prendre le pouvoir économique : introduire le droit de blocage pour les minorités, réintégrer la notion d'intérêt général dans l'économie, remplacer la notion de rentabilité par celle d'équilibre budgétaire, maintenir la notion de service public et la développer et enfin déprivatiser la création monétaire.

En résumé, cela suppose :

- Des coopératives de production ou effectivement on applique les règles < un Homme (avec un grand H)=une voix > ;
- Des coopératives d'activités porteuses de projets concrets et innovants ; des structures d'insertion par l'économie qui redonnent aux personnes le goût de l'effort et leur permettent d'être reconnues socialement ;
- Des systèmes d'échange locaux(les sels) monnaies complémentaires(le sol par exemple) qui permettent d'échanger, de créer du lien social en empêchant la spéculation.

Mais... le secteur informel, dans tout cela ?

Le secteur informel est représenté à la fois par le secteur privé et le secteur public. Néanmoins il faut avouer que l'activité se situe essentiellement dans ce qu'on appelle, le secteur informel, non rémunéré ; ce secteur correspond à environ 75% de l'activité. En fait il s'agit de toute une foule d'activités au service de ses membres, qui n'ont absolument rien à voir avec le système formel de vendeur de biens et de services et de réalisation d'excédents ou de bénéfices. Il s'agirait en fait de compte d'activités véritablement solidaires et autogestionnaires qui ne peuvent et ne veulent être prises en compte par les entreprises classiques.

Dans ce secteur, on a souvent l'impression que les gens interviennent individuellement et ont coutume de dire <<la famille me suffit>>. A première vue, cette approche apparaît comme étant logique, pleine de bon sens, car tout le monde semble reconnaître la famille comme cellule de base de la société. Toutefois on se rend très vite compte des limites de cette famille étriquée, repliée sur elle-même : elle n'a aucune vision universelle et aucune initiative ne peut donc en sortir, c'est souvent un égoïsme familial collectif qui n'est pas porteur d'alternative.

Il s'agit ainsi donc d'intervenir dans ce secteur informel pour faire éclater cette économie familiale en créant des réseaux pour permettre des échanges, susciter des expérimentations, faire l'apprentissage de relations sans argent, de don et de contre-don, de solidarité, d'initiative.

A ce titre, les expériences sur les monnaies solidaires et distributives paraissent intéressantes. Il convient de rappeler les expérimentations menées en Argentine, au Brésil et plus près de nous en Allemagne et en Suisse.

▼ A quoi servent les monnaies complémentaires, les plus, les sols ?

En effet, il existe aujourd'hui de multiples expériences de monnaies complémentaires dans lesquelles, pour faire face à la rareté ou à l'absence d'argent, se sont élaborés différents instruments d'échange. Ce chantier est dédié tout particulièrement à l'étude des formes qui

permettent le contrôle social et visent à mettre en évidence les possibilités d'une "autre forme économique", dans un premier temps complémentaire à l'économie formelle, mais capable de renforcer à terme le secteur de l'économie dite solidaire et de proposer la construction d'un nouveau paradigme d'organisation sociale. Actuellement, on constate que le système monétaire actuel dysfonctionne et que la monnaie ne remplit plus correctement la fonction d'échange, la fonction réserve de valeur a pris le pas sous forme de spéculation face aux fonctions d'unité de compte et de valeur d'échange : le lien est devenu un bien : la monnaie considérée comme richesse est accumulée.

Et c'est ainsi qu'est né, par exemple, le SOL : une monnaie complémentaire électronique. Le sens du projet SOL repose tout d'abord sur le constat des dysfonctionnements du système monétaire actuel. Ainsi le sol se veut être un outil pour développer des échanges qui ont du sens, et il donne des objectifs ambitieux :

- Développer l'Economie Sociale et Solidaire, ou plus largement une économie à valeur ajoutée écologique et sociale, en s'interrogeant sur ce qui est produit, consommé et échangé.
- Contribuer à remettre l'économie au rang de moyen et non de fin
- Contribuer à la valorisation du potentiel d'échange de chacun, et à faire reconnaître que la richesse est produite par tout un chacun.

On peut donc dire que le secteur informel est propice à des initiatives alternatives et porteuses d'espoir, là aussi il s'agit d'inventer, d'imaginer un statut associatif permettant à des partenaires solidaires d'autogérer des activités hors circuit marchand.

En guise de conclusion provisoire, nous pouvons dire que :

- Le secteur formel est à démocratiser ;
- Le secteur informel est à animer, à organiser ;
- Et... qu'il faut relier ces deux secteurs.

7. Parlons également un peu de l'économie distributive

Cette économie permet une vraie liberté d'initiative, elle est évolutive. Les choix se font par des consultations démocratiques au niveau le plus local possible et en privilégiant au maximum les modes participatifs. La répartition des revenus se fait par un revenu social, un revenu d'existence qui est un réel partage équitable des richesses, de la naissance à la mort, comme usufruit de l'économie de l'énorme patrimoine que nous trouvons en naissant, patrimoine qui est le fruit d'une œuvre collective. Le partage du travail qui est ici enfin possible puisque le revenu ne dépend plus du temps de travail. Avec une monnaie distributive, de consommation, basée sur les biens et services disponibles sur le marché qui s'annule lorsqu'on s'en sert, ici la monnaie redevient un simple pouvoir d'achat, avec lequel on ne peut plus spéculer !

L'économie distributive permet de gérer l'abondance, la fabrication des biens et des services se fait en fonction de la demande comme cela se fait aujourd'hui mais sans l'influence mercantile : le commerçant conseillera en fonction de l'intérêt des gens et non plus en fonction de la commission sur la vente, les prix seront calculés en fonction des matières premières, du temps de main d'œuvre, de la rareté et des impacts écologiques et non plus en fonction du profit de l'actionnaire, la propriété privée laisse place à la Propriété d'Usage, améliorant la tranquillité de beaucoup de gens qui avaient du mal à s'en sortir quotidiennement.

8. Etvous ? Et nous ...ensemble ?

Face à la crise, le fatalisme, le découragement et l'immobilisme seraient mortifères, car peut-on moraliser ce qui est immoral, tolérer ce qui est intolérable ? Il faut crier haut et fort (comme l'ont fait en France les millions de manifestants, le 29 janvier et le 19 mars 2009), qu'un autre monde est possible et que nous refusons de nous taire et de nous laisser enfermer dans un système de gouvernance ou quelques-uns décident pour tous. Nous devons refuser une société tirée vers le bas, c'est contraire à la grandeur et à la dignité de l'homme : l'homme doit être placé au centre de toute décision économique.

Une grande incertitude pèse sur la trajectoire de l'économie mondiale. Le point de départ d'un plan d'urgence sociale passerait ainsi donc par une défense de l'emploi contre les licenciements par l'interdiction des licenciements par des entreprises rentables, création massive d'emplois publics socialement utiles et répondant aux besoins sociaux. Il faut socialiser non pas les pertes des entreprises, mais socialiser les investissements et créer les mécanismes de contrôle de la population qui doit elle-même faire les choix des investissements à faire dans cette société.

Il faut partir du principe que les ressources de la planète devraient être gérées avec prudence, avec le souci permanent des générations futures, l'entreprise un espace où les uns et les autres retrouvent le plaisir d'entreprendre, se partagent les tâches, les responsabilités et le pouvoir et produisent des biens, de services utiles à la population. Aussi les activités informelles, les actes gratuits, les notions de services doivent être encouragées et développées : le travail doit être considéré comme un service civique rémunéré par un revenu spécifique ce qui offrirait à tout un chacun un revenu d'existence un ticket pour la vie auquel tout être humain a droit sur cette terre.

Ainsi donc on prend conscience que les **affaires du monde sont les affaires de tout le monde** ; qu'il s'agit en effet de permettre à chaque individu de s'épanouir pleinement dans le respect, dans le souci de réaliser le bien commun de vivre ensemble. Ce vaste programme peut sembler utopique, irréaliste dirons certains. Mais ce n'est qu'après avoir compris, analysé, imaginé d'autres solutions, compris que la croissance et la compétitivité ne sont pas des passages obligés, qu'il faut commencer aujourd'hui et sans plus tarder à expérimenter, en évitant de tomber dans le piège de la gestion de la précarité et en ayant conscience de nos possibilités et de nos limites. Cela suppose bien évidemment de multiples expériences .

Et... ne l'oublions pas, ne l'oublions jamais :

Il faut oser aller à **CONTRE-COURANT**, il faut **RESISTER**, il faut **ANALYSER, PROPOSER, EXPERIMENTER**, il faut **ARRETER D'EN PARLER** et **FAIRE**.